



CONSEIL DE COMMUNAUTE VENDREDI 29 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf septembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, RIOU Michel, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénac, BODENEZ Guillaume, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, ROULLEAUX David, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

GOALEC Bernard

Excusés

CANN Joël (pouvoir à QUENTRIC-BOWMAN Morgane)
JÉZÉQUEL Marc (pouvoir à CORRE Michel)
PHILIPPE Georges (pouvoir à GRALL Renaud)
SERGENT André (pouvoir à SOUDON Chantal)
TANGUY Anne (pouvoir à KERLAN Frédéric)
TRMAL Marie-France (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)
QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
SOUN Véronique (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)

Absents

BERVAS Viviane, BOSSER Christian, THOMIN Mélanie

Conseil de Communauté du 29 septembre 2023
Délibération n°DCC2023_143

Objet	Convention partenariale avec la Croix Rouge Française pour la gestion locative et sociale des logements d'insertion
Rapporteur	Michel CORRE
Service	Pôle Aménagement
Thème	Habitat

Michel CORRE donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas est compétente en matière d'habitat. Afin de répondre aux besoins spécifiques des populations les plus fragiles socialement la Communauté a en 2011 délégué à l'AGHEB, par l'intermédiaire de son service GP29, la gestion locative et sociale des logements d'insertion situés sur son territoire communautaire. Ils sont destinés au logement temporaire de personnes ou familles en difficulté (expulsion, rupture familiale...).

L'association AGHEB, gestionnaire des logements depuis 2011, a été reprise par la Croix Rouge Française. Il convient donc de passer une nouvelle convention partenariale avec cette dernière.

Ces logements sont conventionnés ALT (Allocation de Logement Temporaire), cette allocation forfaitaire versée directement par l'Etat permet aux associations gestionnaires de mettre à disposition des logements pour des personnes défavorisées logées à titre temporaire. Ce financement est forfaitaire et permet de réduire le loyer variable avec une participation financière variable pour le ménage. Il ne couvre pas l'accompagnement social.

La Communauté a meublé et équipé l'ensemble des logements (en dehors du T1 17 bis du Général Goury, équipé par le CCAS de Landerneau) et assure à ce titre le suivi technique du matériel et mobilier mis à la disposition des bénéficiaires (inventaire d'entrée et de sortie, réparation, remplacement, ...).

Par ailleurs, la Communauté a intégré le dispositif SIAO 29. Le SIAO (Service Intégré d'Accueil et d'Orientation) est, pour les publics en difficulté, une porte d'accès aux dispositifs d'hébergement et d'insertion dans le cadre des actions de la politique locale de l'habitat. Il centralise l'ensemble des demandes d'hébergement, d'insertion, oriente les demandeurs via les commissions d'orientation territoriale et affecte les logements.

La Croix Rouge Française assure les missions suivantes :

- Conseil et avis consultatif en matière d'évaluation sociale de la situation du ménage postulant (évaluation sociale non systématique, sur demande de la CAPLD) ;
- Établissement des contrats de séjour ;
- Transmission des contrats aux ménages hébergés ;
- Suivi des contrats d'assurance ;
- Édition des avis d'échéance relatifs aux frais de séjour ;
- Encaissement et enregistrement des frais de séjour ;
- Délivrance d'attestations d'hébergement ;
- Démarches de recouvrement des impayés ;
- Imputations de charges et réparations locatives exceptionnelles ;
- Gestion des troubles de voisinage en lien avec la Communauté et le bailleur social propriétaire des appartements (sans déplacement au logement) ;
- Gestion comptable des produits et charges locatives : paiement des loyers, des factures énergie ;
- Établissement d'un bilan d'exploitation annuel par logement ;
- Réponse aux questionnaires et enquêtes nationales sur les besoins ALT et de la

population accueillie ;

- Participation aux commissions SIAO (fréquence 1 à 2 réunions par trimestre) ;
- Réponse aux sollicitations des intervenants extérieurs concernant la gestion locative.

Pour permettre à la Croix Rouge de mener à bien ces missions, la Communauté verserait une somme forfaitaire de 600 € par logement avec une revalorisation annuelle de 1%, soit 3 600 € en 2024 (dans la précédente convention de 2011, la Communauté s'engageait à verser à l'AGEHB 10% du montant des loyers annuels, soit environ 2 000 € par an).

Au regard du volume d'activité avec seulement 6 logements en gestion, des agréments de l'association, du contrat de location entre le bailleur social et l'association et du montant annuel de la prestation (inférieur à 5 000 € par an), seule la Croix Rouge Française est en capacité de répondre aux besoins et garantir la continuité de ce service sur le territoire de la Communauté d'agglomération.

DÉLIBÉRATION:

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu le projet de convention partenariale avec l'association La Croix Rouge Française, tel qu'annexé à la présente délibération,

Considérant les enjeux mis en évidence dans le cadre de l'élaboration du futur PLH,

Vu l'avis favorable de la Commission attractivité du 11 septembre 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 29 août 2023

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve l'objet et les modalités du projet de convention avec la Croix Rouge Française concernant les logements d'insertion, tel qu'annexé à la présente délibération,

Article 2 : autorise le président ou son représentant à signer la convention avec la Croix Rouge Française et tout autre acte ou document correspondant.